

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 29 octobre 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées", a donné le 14 juin 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 29 oktober 1998 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 19 oktober 1979 betreffende de private radio-verbindingen", heeft op 14 juni 1999 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le ministre peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

EXAMEN DU PROJET

Préambule

Alinéa 1er

L'article 1er de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications ne constitue pas un fondement au projet. Il convient donc de ne pas viser cet article.

Par ailleurs, lorsqu'une disposition d'un texte visé dans le préambule est citée, il convient de mentionner toutes les modifications apportées à cette disposition. On rédigera donc cet alinéa comme suit :

.../...

"Vu la loi du 30 juillet 1979 relative aux radio-communications, notamment l'article 3 annulé pour partie par les arrêts de la Cour d'Arbitrage n° 7/90 du 25 janvier 1990, n° 1/91 du 7 février 1991 et n° 52/93 du 1er juillet 1993, et l'article 7, remplacé par la loi du 6 mai 1998;".

Alinéa 2

Certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées qui sont citées ont été modifiées. Il convient de les citer en mentionnant ces modifications. L'alinéa sera rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1994 et les arrêtés ministériels des 7 juillet 1989 et 22 juin 1992, l'article 2, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1994 et l'arrêté ministériel du 27 novembre 1992, l'article 3, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1994, l'article 6, l'article 21, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1994, l'article 26, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1994 et l'arrêté ministériel du 24 décembre 1982, ainsi que les annexes, modifiées par les arrêtés ministériels des 19 février 1982, 24 décembre 1982, 12 juillet 1985, 28 mai 1986, 13 novembre 1987, 1er février 1988, 9 juin 1989, 20 novembre 1989, 6 septembre 1990, 7 août 1992 et 18 janvier 1994;".

.../...

Alinéa 3 (nouveau)

Il y a lieu de viser l'avis donné par la Commission européenne.

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 5)

L'avis du Conseil d'Etat n'est demandé ni en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, ni en application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. On écrira donc :

"Vu l'avis du Conseil d'Etat;".

Alinéa 5

Cet alinéa sera omis.

DispositifArticle 1er

1. L'article 7 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, tel qu'il a été modifié par la loi du 6 mai 1998, n'habilite le ministre à fixer des prescriptions techniques qu'à l'égard des appareils émetteurs ou émetteurs-récepteurs de radiocommunications.

.../...

Les annexes ne peuvent donc prévoir de prescriptions techniques à l'égard des appareils exclusivement récepteurs de radiocommunications.

Seul le Roi pourrait, en vertu de l'article 10 de cette loi, et dans les conditions prévues par cette disposition, arrêter de telles prescriptions.

L'article 1er, alinéa 1er, en projet, ainsi que les annexes au présent projet seront adaptées en conséquence.

2. En ce qui concerne l'article 1er, alinéa 2, en projet, il y a lieu d'observer que l'Institut est chargé par la loi d'agréer les appareils émetteurs ou émetteurs-récepteurs de radiocommunications. Il est donc superflu de le spécifier à nouveau dans un arrêté ministériel.

En outre, le projet ne précise pas ce qu'il y a lieu d'entendre par "appareils de radiocommunications à portée restreinte".

Selon les fonctionnaires délégués, il s'agit des appareils à définir comme tels dans les annexes. Ainsi qu'il l'ont toutefois admis, ces annexes ne précisent pas toujours expressément que les appareils qui y sont visés sont ou non des appareils à portée restreinte.

Cette disposition serait dès lors mieux formulée comme suit :

.../...

"Lorsque dans un appareil émetteur-récepteur, l'émetteur et le récepteur peuvent être dissociés, seul l'émetteur fait l'objet de l'agrément.

Lorsqu'un module est incorporé dans un appareil émetteur ou dans un appareil émetteur-récepteur, l'ensemble en tant que tel fait l'objet d'un agrément.

Lorsque les appareils émetteurs ou émetteurs-récepteurs sont qualifiés, dans les annexes, d'appareils à portée restreinte, le contrôle en vue de l'agrément se limite à la bande de fréquence utilisée et à la puissance."

3. Les annexes seront également revues de manière à préciser si les prescriptions techniques qu'elles contiennent visent ou non des appareils à portée restreinte.

4. Par ailleurs, dans la phrase liminaire du B), il y a lieu de mentionner la modification apportée antérieurement à l'alinéa 2 de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 précité. Il s'agit de celle apportée par l'arrêté royal du 15 mars 1994.

Dans la phrase liminaire du C), il convient de mentionner les modifications apportées antérieurement à l'alinéa 3 de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 précité. L'on ajoutera donc les mots "inséré par l'arrêté ministériel du 7 juillet 1989 et modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1994" entre les mots "l'alinéa 3" et les mots "est abrogé". Par ailleurs, dans

.../...

le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "het derde lid" au lieu de "lid 3".

Dans la phrase liminaire du D), il faut mentionner les modifications apportées antérieurement à l'alinéa 4 de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 précité. L'on ajoutera donc les mots "inséré par l'arrêté ministériel du 22 juin 1992 et modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1994" entre les mots "l'alinéa 4" et les mots "le 1°". Par ailleurs, le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Il y a également lieu de mentionner les modifications antérieurement apportées aux dispositions modifiées par les articles 4 et 5 du projet.

Article 2

1. Dans la phrase liminaire, il convient d'écrire "article 1er bis", en chiffre ordinal, au lieu de "article 1bis".

2. Dans l'article 1er bis, en projet, il y a lieu d'écrire "au Moniteur belge" au lieu de "dans le Moniteur belge".

.../...

Article 3

1. Dans la phrase liminaire, il convient d'écrire "article 1er ter", en chiffre ordinal, au lieu de "article 1ter". Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "ingevoegd" au lieu de "ingelast".

2. Dans l'article 1er ter, § 1er, en projet, on écrira "de l'Union européenne" au lieu de "de la Communauté européenne", "de l'Accord sur l'Espace Economique Européen" (1) au lieu de "de la Convention concernant l'Espace Economique Européen", ainsi que "Libre Echange" sans trait d'union.

3. Dans l'article 1er ter, § 2, 2°, en projet, il convient d'écrire "l'arrêté ministériel du 23 mars 1977 précité" au lieu de citer cet arrêté avec son intitulé complet. Il l'a en effet déjà été dans l'article 1er ter, § 2, 1°, en projet. Dans le texte néerlandais de cet article, l'arrêté visé doit être cité avec son intitulé exact.

Article 4

1. Dans son avis du 30 septembre 1997 rendu conformément à la directive n° 83/189/CEE du Conseil du 28 mars

(1) Conformément à l'intitulé de cette convention, qui est d'ailleurs correctement citée à l'article 4, F), du projet.

1983 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques (1), la Commission faisait part de ce qui suit :

"La Commission constate l'absence dans les textes notifiés d'une clause de reconnaissance mutuelle pour les appareils de radiocommunications légalement fabriqués et/ou commercialisés dans d'autres Etats membres ou pays AELE parties contractantes de l'Accord sur l'Espace économique européen, ainsi qu'une clause de reconnaissance des certificats de conformité et des rapports d'essai établis dans ces autres Etats. De ce fait ces textes ne sont pas conformes aux articles 30 à 36 du Traité CE."

L'alinéa 7, 2°, en projet, ne répond qu'imparfaitement à cette observation.

2. Par ailleurs, le texte néerlandais de cette disposition devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5

1. A l'article 3, § 2, 1°, en projet, il convient d'omettre que la demande doit être accompagnée "du numéro d'identification du registre de commerce" ou, à tout le moins, de restreindre cette exigence aux entreprises ayant leur siège social en Belgique.

(1) Cette directive a entre-temps été remplacée par la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998.

En effet, l'arrêté ministériel en projet ne peut limiter aux seules entreprises belges la possibilité de solliciter un agrément.

2. Comme l'article 3 actuellement en vigueur comprend quatre alinéas, on ne peut remplacer le premier d'entre eux par une disposition qui comporte plusieurs paragraphes. Par souci de clarté, au lieu de ne remplacer que l'alinéa 1er de l'article 3, il y a lieu de réécrire entièrement cet article.

Ce faisant, l'auteur du projet veillera à ne pas introduire de rupture dans les énumérations, par l'insertion de phrases incidentes (voir le paragraphe 2, 1°, en projet) et à harmoniser la formulation des différents points que comportent les énumérations, par exemple, si le début des premiers éléments d'une énumération est constitué par un article, il faut faire figurer un tel article au début des autres éléments (voir le paragraphe 2, 5° et 9°, en projet).

Article 6

1. Ainsi qu'il a été observé sous l'article 1er, le ministre n'est pas habilité à arrêter des prescriptions techniques applicables aux appareils exclusivement récepteurs de radiocommunications ni, a fortiori, à soumettre à déclaration préalable la fabrication ou la commercialisation de ces produits.

.../...

L'article 3bis, § 1er, en projet, est donc dépourvu de fondement juridique et doit être omis.

2. Le paragraphe 2 en projet vise les appareils à portée restreinte. Dans la mesure où cette disposition viserait les appareils émetteurs ou émetteurs-récepteurs, elle pourrait trouver un fondement légal dans l'article 7 de la loi, pour autant qu'il s'agisse d'une condition d'agrément. Toutefois, selon l'avis de la Commission, de telles prescriptions, dans la mesure où elles ne seraient pas limitées à la puissance et à la bande de fréquences, constitueraient des exigences excessives au regard de l'article 30 du Traité instituant la Communauté européenne.

Article 7

A l'article 6, alinéa 1er, en projet, il convient de préciser la date à laquelle les anciennes annexes cesseront d'être en vigueur, cette date étant celle à laquelle l'arrêté en projet et, par suite, les nouvelles annexes entreront en vigueur. Il est fait, à cet égard, référence à l'observation faite sous l'article 11 du projet.

Article 8

Il convient d'écrire "L'article 21, alinéa 2", au lieu de "L'alinéa 2 de l'article 21".

.../...

Article 9

On écrira "du même arrêté" au lieu de citer cet arrêté avec sa date et son intitulé complet. Il a, en effet, déjà été cité dans la phrase liminaire de l'article 1er du projet. La même observation vaut pour l'article 10.

Dans l'article 26 en projet, il convient de veiller à ce qu'aucune disposition ne soit exclue de la division en paragraphes.

Article 11

La date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet doit être une date expressément fixée de manière à permettre une identification des annexes.

Observations finales

La rédaction du texte devrait être améliorée dans un souci de respect des règles de légistique formelle.

On sera, notamment, attentif au respect des règles qui suivent :

1. Il convient de ne pas diviser un article en paragraphes si aucun de ces derniers ne comporte plusieurs alinéas.

.../...

2. Il y a lieu d'écrire "§ 1er", en chiffre ordinal, au lieu de "§ 1". La même observation vaut mutatis mutandis lorsque le premier alinéa d'un article est cité.

3. Lorsqu'une partie d'article est citée dans ce même article, il convient de ne pas faire suivre l'identification de celle-ci par les mots "du présent article". De même, lorsqu'un article du projet est cité dans ce même texte, il n'y pas lieu de faire suivre le numéro de cet article par les mots "du présent arrêté" (1).

4. Dans les énumérations, les différents éléments énumérés sont à faire suivre par un point-virgule, et le dernier d'entre eux se termine par un point.

5. Lorsqu'une disposition est remplacée ou insérée, il convient de veiller à fermer les guillemets qui délimitent la fin du texte nouveau (2).

6. Les nombres doivent s'écrire en toutes lettres, non en chiffres.

(1) Voir l'article 2, alinéa 7, 2°, en projet (qui figure à l'article 4 du projet), et l'article 26 en projet (qui figure à l'article 9 du projet).

(2) Voir les articles 1er, B), 4, F), 6, 7 et 9 du projet.

7. Il convient de formuler les obligations à l'indicatif présent, ainsi que d'éviter de faire usage des formulation "doit ..." ou "ne peut".

8. De manière générale, il convient de veiller à la correction orthographique du projet (1).

Pour le surplus, l'auteur du projet est invité à consulter la circulaire de légistique formelle publiée sur le site du Conseil d'Etat, dont l'adresse est : <http://www.raadvst-consetat.fgov.be>.

(1) C'est ainsi par exemple que dans l'article 7 du projet, à l'article 6, alinéa 1er, en projet, le mot "donnée" devrait s'accorder au masculin.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat het ontslag van de Regering tot gevolg heeft dat haar bevoegdheid zich tot het afhandelen van de lopende zaken beperkt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de minister in aanmerking kan nemen als hij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van verordening-bepalingen noodzakelijk is.

*

* *

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Aanhef

Eerste lid

Artikel 1 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp. Er is dus geen grond om naar dat artikel te verwijzen.

Bovendien, wanneer een bepaling wordt aangehaald van een regeling waarnaar in de aanhef wordt verwezen, behoren alle wijzigingen van die bepaling te worden vermeld. Dit lid behoort dus als volgt te worden gesteld :

.../...

"Gelet op de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, inzonderheid op artikel 3 dat door het Arbitragehof gedeeltelijk vernietigd is bij arrest nr. 7/90 van 25 januari 1990, arrest nr. 1/91 van 7 februari 1991 en arrest nr. 52/93 van 1 juli 1993, en op artikel 7, vervangen bij de wet van 6 mei 1998;".

Tweede lid

Sommige van de aangehaalde bepalingen van het ministerieel besluit van 19 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen zijn gewijzigd. Deze bepalingen moeten met de wijzigingen ervan worden vermeld. Het lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het ministerieel besluit van 19 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994 en de ministeriële besluiten van 7 juli 1989 en 22 juni 1992, op artikel 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994 en het ministerieel besluit van 27 november 1992, op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994, op artikel 6, op artikel 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994, op artikel 26, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994 en het ministerieel besluit van 24 december 1982, alsook op de bijlagen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 19 februari 1982, 24 december 1982, 12 juli 1985, 28 mei 1986, 13 november 1987, 1 februari 1988, 9 juni 1989, 20 november 1989, 6 september 1990, 7 augustus 1992 en 18 januari 1994;".

.../...

Derde lid (nieuw)

Er behoort te worden verwezen naar het advies van de Europese Commissie.

Vierde lid (dat het vijfde lid wordt)

Het advies van de Raad van State is niet aangevraagd met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, noch met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. Men schrijve dus :

"Gelet op het advies van de Raad van State;".

Vijfde lid

Dit lid behoort te vervallen.

DispositiefArtikel 1

1. Artikel 7 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, zoals gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, machtigt de minister uitsluitend om technische voorschriften vast te stellen voor zendtoestellen of zendontvangtoestellen voor radioverbinding.

.../...

De bijlagen mogen dus geen technische voorschriften bevatten voor toestellen die uitsluitend voor het ontvangen van radioverbindingen bestemd zijn.

Alleen de Koning kan krachtens artikel 10 van die wet en onder de in die bepaling gestelde voorwaarden zulke voorschriften vaststellen.

Het ontworpen artikel 1, eerste lid, alsook de bijlagen bij dit ontwerp moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

2. Wat het ontworpen artikel 1, tweede lid, betreft, behoort te worden opgemerkt dat het Instituut bij de wet belast wordt met het erkennen van zendtoestellen of zend-ontvangtoestellen voor radioverbinding. Het is dus overbodig dit opnieuw in een ministerieel besluit te vermelden.

Bovendien wordt in het ontwerp niet vermeld wat onder "toestellen voor radioverbindingen met een beperkt bereik" moet worden verstaan.

Volgens de gemachtigde ambtenaren gaat het om de toestellen die in de bijlagen als zodanig te definiëren zijn. Ze geven evenwel toe dat in die bijlagen niet altijd uitdrukkelijk wordt bepaald dat de daarin vermelde toestellen al dan niet toestellen met een beperkt bereik zijn.

.../...

Deze bepaling zou dus beter als volgt worden gesteld :

"Wanneer de zender en de ontvanger in een zend-ontvangtoestel los van elkaar kunnen worden beschouwd, wordt alleen de zender goedgekeurd.

Wanneer een module ingebouwd wordt in een zendtoestel of in een zend-ontvangtoestel, dan wordt het geheel als zodanig goedgekeurd.

Wanneer de zendtoestellen of zend-ontvangtoestellen in de bijlagen als toestellen met een beperkt bereik worden omschreven, dan wordt de controle met het oog op de goedkeuring beperkt tot de gebruikte frequentieband en het vermogen."

3. De bijlagen moeten ook zo worden herzien dat wordt vermeld of de daarin vervatte technische voorschriften al dan niet betrekking hebben op toestellen met een beperkt bereik.

4. Voorts moet in de inleidende zin van B) melding worden gemaakt van de wijziging die eerder in het tweede lid van artikel 1 van het voornoemde ministerieel besluit van 19 oktober 1979 is aangebracht. Het betreft de wijziging die bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994 is aangebracht.

.../...

In de inleidende zin van C) moet melding worden gemaakt van de wijzigingen die eerder zijn aangebracht in het derde lid van artikel 1 van het voornoemde ministerieel besluit van 19 oktober 1979. Bijgevolg moeten tussen de woorden "lid 3" en de woorden "wordt opgeheven" de volgende woorden worden ingevoegd : "ingevoegd bij het ministerieel besluit van 7 juli 1989 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994". Voorts schrijve men in de Nederlandse tekst "het derde lid" in plaats van "lid 3".

In de inleidende zin van D) moet melding worden gemaakt van de wijzigingen die eerder in het vierde lid van artikel 1 van het voornoemde ministerieel besluit van 19 oktober 1979 zijn aangebracht. Tussen de woorden "lid 4" en de woorden "wordt het onderdeel 1°" moeten dus de volgende woorden worden ingevoegd : "ingevoegd bij het ministerieel besluit van 22 juni 1992 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994". Voorts schrijve men in de Nederlandse tekst "in het vierde lid" in plaats van "in lid 4" en "onderdeel 1°" in plaats van "het onderdeel 1°".

Tevens moet melding worden gemaakt van de wijzigingen die eerder zijn aangebracht in de bepalingen die bij de artikelen 4 en 5 van het ontwerp worden gewijzigd.

Artikel 2

In de inleidende zin schrijve men "artikel 1bis" in plaats van "artikel 1 bis".

.../...

2. In het ontworpen artikel 1bis schrijve men in de Franse tekst "au Moniteur Belge" in plaats van "dans le Moniteur Belge".

Artikel 3

1. In de Franse tekst schrijve men in de inleidende zin "article 1er ter" in plaats van "article 1ter". In de Nederlandse tekst schrijve men "ingevoegd" in plaats van "ingelast".

2. In het ontworpen artikel 1ter, § 1, schrijve men "van de Europese Unie" in plaats van "van de Europese Gemeenschap" en "Europese Vrijhandelsassociatie" in plaats van "Europese Vrijhandels Associatie".

3. In het ontworpen artikel 1ter, § 2, 2°, schrijve men "het voornoemde ministerieel besluit van 23 maart 1977" in plaats van het volledige opschrift van dat besluit te vermelden. Dat volledige opschrift is immers al vermeld in het ontworpen artikel 1ter, § 2, 1°. Voorts behoort het juiste opschrift te worden gebruikt. Zo schrijve men in de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 1ter, § 2, 1°, "het koninklijk besluit van 23 maart 1977 tot vaststelling van de veiligheidswaarborgen welke bepaalde elektrische machines, apparaten en leidingen moeten bieden".

.../...

Artikel 4

1. In het advies van 30 september 1997, gegeven overeenkomstig richtlijn nr. 83/189/EEG van de Raad van 28 maart 1983 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften (1), deelt de Commissie het volgende mee :

"La Commission constate l'absence dans les textes notifiés d'une clause de reconnaissance mutuelle pour les appareils de radiocommunications légalement fabriqués et/ou commercialisés dans d'autres Etats membres ou pays AELE parties contractantes de l'Accord sur l'Espace économique européen, ainsi qu'une clause de reconnaissance des certificats de conformité et des rapports d'essai établis dans ces autres Etats. De ce fait ces textes ne sont pas conformes aux articles 30 à 36 du Traité CE."

Het ontworpen zevende lid, 2°, komt slechts gedeeltelijk aan die opmerking tegemoet.

2. Voorts schrijve men in die ontworpen bepaling "de Overeenkomst betreffende de Europese Ruimte" in plaats van "het Akkoord betreffende de Europese Economische Ruimte".

(1) Deze richtlijn is inmiddels vervangen door richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998.

Artikel 5

1. In het ontworpen artikel 3, § 2, 1°, behoort de bepaling dat de aanvraag vergezeld moet zijn van "het nummer in het handelsregister" te vervallen of op zijn minst beperkt te worden tot de ondernemingen die hun zetel in België hebben.

Het ontworpen ministerieel besluit mag de mogelijkheid om een goedkeuring aan te vragen immers niet tot de Belgische vennootschappen alleen beperken.

2. Aangezien het thans geldende artikel 3 uit vier leden bestaat, mag het eerste lid niet vervangen worden door een bepaling die verscheidene paragrafen bevat. Duidelijkheidshalve behoort artikel 3 geheel te worden herschreven, in plaats van alleen het eerste lid ervan te vervangen.

Daarbij moet de steller van het ontwerp ervoor zorgen dat de opsomming niet onderbroken wordt door ingevoegde tussenzinnen (zie de ontworpen paragraaf 2, 1°) en dat de verschillende punten van de opsommingen coherent gesteld zijn. Als bijvoorbeeld de meeste onderdelen van een opsomming met een lidwoord beginnen, dan moeten ook de andere onderdelen met een lidwoord beginnen (zie de ontworpen paragraaf 2, 1°, 5° en 9°).

.../...

Artikel 6

1. Zoals is opgemerkt onder artikel 1 is de minister niet gemachtigd om technische voorschriften vast te stellen die van toepassing zijn op toestellen die uitsluitend voor het ontvangen van radioverbindingen bestemd zijn, noch a fortiori om het vervaardigen of het in de handel brengen van die producten aan een voorafgaande verklaring te onderwerpen.

Het ontworpen artikel 3bis, § 1, heeft dus geen rechtsgrond en behoort te vervallen.

2. De ontworpen paragraaf 2 heeft betrekking op de toestellen met een beperkt bereik. Voor zover die bepaling betrekking zou hebben op de zendtoestellen of zendontvangtoestellen, zou ze een rechtsgrond kunnen ontleenen aan artikel 7 van de wet, indien het een voorwaarde tot goedkeuring betreft. Volgens het advies van de Commissie zijn zulke voorschriften, voor zover ze niet beperkt zijn tot het vermogen of de frequentieband, evenwel buitensporige vereisten ten aanzien van artikel 30 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

Artikel 7

In het ontworpen artikel 6, eerste lid, behoort de datum te worden vermeld waarop de oude bijlagen buiten werking treden, zijnde de datum waarop het ontworpen besluit

.../...

en bijgevolg ook de nieuwe bijlagen in werking treden. In dat verband wordt verwezen naar de opmerking onder artikel 11 van het ontwerp.

Artikel 8

Men schrijve "Artikel 21, tweede lid," in plaats van "Lid 2 van artikel 21".

Artikel 9

Men schrijve "van hetzelfde besluit" in plaats van het volledige opschrift en de datum van het besluit te vermelden. Het opschrift en de datum van het besluit zijn immers al vermeld in de inleidende zin van artikel 1 van het ontwerp. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10.

Wat het ontworpen artikel 26 betreft, behoort ervoor te worden gezorgd dat geen enkele bepaling buiten de indeling in paragrafen valt.

Artikel 11

De datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit moet uitdrukkelijk worden bepaald, zodat de bijlagen duidelijk kunnen worden aangegeven.

.../...

Slotopmerkingen

De redactie van de tekst zou moeten worden verbeterd. Daarbij moet rekening worden gehouden met de regels van de wetgevingstechniek.

Er behoort inzonderheid te worden gezorgd dat de volgende regels worden nageleefd :

1. Een artikel behoort alleen dan in paragrafen te worden onderverdeeld als ten minste één paragraaf uit meer dan één lid bestaat.

2. In de Franse tekst dient "§ 1er" te worden geschreven in plaats van "§ 1". Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis wanneer het eerste lid van een artikel wordt vermeld.

3. Wanneer in een artikel naar een onderdeel van datzelfde artikel wordt verwezen, mag de vermelding van dat onderdeel niet worden gevolgd door de woorden "van dit artikel". Evenzo mag wanneer in een regeling naar een artikel van dezelfde regeling wordt verwezen, het nummer van dat artikel niet worden gevolgd door de woorden "van dit besluit" (1).

(1) Zie het ontworpen artikel 2, zevende lid, 2°, (artikel 4 van het ontwerp) en het ontworpen artikel 26 (artikel 9 van het ontwerp).

4. In opsommingen moeten de onderscheiden opgesomde onderdelen gevolgd worden door een puntkomma en moet het laatst opgesomde onderdeel eindigen met een punt.

5. Wanneer een bepaling vervangen of ingevoegd wordt, mogen de aanhalingstekens niet worden vergeten. Als de aanhalingstekens worden geopend, mag evenmin worden vergeten om ze aan het eind van de nieuwe tekst te sluiten (1).

6. Getallen behoren voluit te worden geschreven, niet in cijfers.

7. Verplichtingen behoren in de tegenwoordige tijd van de aantonende wijs te worden gesteld. De werkwoorden "moeten" en "mogen slechts" behoren te worden vermeden.

8. Algemeen moet de spelling van het ontwerp worden verbeterd (2).

Voor het overige wordt de steller van het ontwerp verzocht de circulaire inzake wetgevingstechniek erop na te slaan. Deze circulaire staat op de website van de Raad van State (<http://www.raadvst-consetat.fgov.be>).

(1) Zie de artikelen 1, B), 4, F), 6 en 9 van het ontwerp.

(2) In de Nederlandse tekst bijvoorbeeld zou in artikel 3, ontworpen artikel 1ter, "natuurlijke of rechtspersoon" moeten worden geschreven in plaats van "natuurlijk of rechtspersoon".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. C. AMELYNCK, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN